



Mouvement contre le Racisme et  
pour l'Amitié entre les Peuples  
région nazairienne



Uni-e-s Contre  
une Immigration Jetable

CSPSP

Collectif de Soutien  
aux Personnes Sans Papiers

# LA POLITIQUE D'IMMIGRATION DOIT CHANGER... MAINTENANT !

Sous Sarkozy-Hortefeux-Besson-Guéant, il a fallu s'opposer à la politique de stigmatisation et de persécution menée contre les Roms, les Gens du Voyage et les immigrés.

## Pour les Roms

François Hollande s'est engagé le 27 mars 2012 à ce que "*lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées. On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution.*" Le premier ministre prône la concertation. Mais, sur le terrain, les engagements ne sont pas respectés. Des centaines de familles Roms se retrouvent dans des situations inextricables, la précarité s'ajoutant à la misère. Des communes tentent de ne pas scolariser les enfants Roms. **Où est le changement ?**

### Rien n'oblige à ce choix !

Les Roms, citoyens européens, sont moins de 15000 en France. A qui fera-t-on croire qu'on ne peut pas trouver une solution humaine à leur situation ? **Où est le changement ?**

Manipuler la peur et les ressentiments ne peut que conduire à la xénophobie et au racisme !

L'une des causes majeures de la pauvreté des Roms en France et de leur installation dans des bidonvilles sont les mesures transitoires qui privent les ressortissants roumains et bulgares de l'accès au travail. Y mettre fin, c'est permettre à nombre d'entre eux de trouver un emploi, une formation professionnelle, un logement digne et d'accéder ainsi au droit commun.





Mouvement contre le Racisme et  
pour l'Amitié entre les Peuples  
région nazairienne



Uni-e-s Contre  
une Immigration Jetable

CSPSP

Collectif de Soutien  
aux Personnes Sans Papiers

## Et pour tous les migrants

Quelques mesures positives ont été prises :  
- l'annonce de la création d'une carte de séjour de trois ans, mais il faut que la délivrance des titres ne soit pas arbitraire,  
- l'intention d'élargir les critères de naturalisation, mais il faut un retour intégral au droit du sol sur le seul fondement de la naissance en France.

### La fin des centres de rétention ?

François Hollande s'était engagé "à mettre fin dès mai 2012 à la rétention des enfants et donc des familles avec enfants." Mais le ministre de l'Intérieur instaure une rétention sans mur. Et, si la famille n'en respecte pas les conditions ou ne se présente pas à l'embarquement pour être expulsée, elle pourra alors, avec ses enfants, être placée en rétention. **Où est le changement ?**

Mayotte où 5389 enfants ont été placés en centre de rétention en 2011, dans des conditions inhumaines et dégradantes, n'est pas concerné. **Où est le changement ?**

### La fin des quotas ?

Les craintes demeurent lorsque le même ministre déclare que "le droit au séjour doit être rendu plus simple, plus lisible" en ajoutant vite "ce qui ne veut pas dire moins

exigeant". S'il s'agit de délivrer les mêmes refus de séjour que le précédent gouvernement, **où est le changement ?**



Il annonce ne plus vouloir de politique du chiffre mais maintient la référence aux quotas (30000 expulsions par an) du précédent gouvernement. **Où est le changement ?**

Il reprend l'un des thèmes favoris de la droite en liant chômage et immigration lorsqu'il déclare : "aujourd'hui, la situation économique ne permet pas d'accueillir et de régulariser autant que certains le voudraient". **Où est le changement ?**

## Pour un réel changement de politique, il faut

- . la fin de la tutelle du ministère de l'Intérieur sur l'immigration, l'asile, les naturalisations,
- . un moratoire immédiat sur les reconduites à la frontière,
- . la fin du démantèlement des camps de Roms sans avoir trouvé auparavant une solution alternative humaine et décente,
- . l'égalité de traitement entre Français et Étrangers,
- . la fin de toutes les mesures d'exception visant les citoyens roumains et bulgares,
- . le principe de la libre circulation des travailleurs migrants,
- . la fermeture de tous les centres de rétention,
- . la régularisation de tous les sans-papiers.